

en marche, le coût de reproduction, le juste taux de la rémunération, etc...

La lutte entre les commissions et les municipalités d'un côté, et les syndicats de compagnies qui exploitent les services publics de l'autre, n'est pas égale: les commissions sont handicapées du fait que les crédits qui sont à leur disposition ne leur permettent pas de s'entourer d'un nombre suffisant de spécialistes capables de faire face aux experts des compagnies; de même les ingénieurs et les avocats employés par les villes ne sont pas aussi au courant de toutes ces questions techniques et économiques que ne le sont les ingénieurs et les avocats spécialistes qui comparaissent continuellement pour les syndicats, soit dans un Etat, soit dans l'autre, dans des causes du même genre. (1)

On comprend que cet état de choses met en danger les intérêts des collectivités et peut compromettre le succès du régime de la réglementation: c'est pourquoi plusieurs publicistes américains préconisent la formation de syndicats de municipalités et la création d'un *Utilities Bureau* pour la collection et la dissémination des renseignements se rapportant aux services publics.

*Tendance du contrôle des services publics
par les commissions.*

Le régime du contrôle des initiatives privées par les collectivités peut être considéré comme un pas vers la régie directe: le contrôle des émissions des sociétés, et l'établissement d'un rendement limité des capitaux investis dans une entreprise, ont enlevé aux titres des compagnies fermières leur attrait de spéculation. Bientôt les emprunts de ces compagnies deviendront des placements à peu près de tout repos, offrant une sécurité presque égale à celle que présentent les emprunts municipaux.

Le succès de l'industrialisme municipal en Angleterre est dû à la capacité technique de fonctionnaires bien rétribués et au fait qu'il existe une élite de citoyens qui envisagent cette question des services publics au point de vue de l'intérêt de la collectivité plutôt qu'au point de vue des intérêts des particuliers. Le régime de contrôle maintenant en vigueur aux Etats-Unis a eu pour résultat d'attirer l'attention du public sur les questions l'intérêt social, et advenant la faillite de la politique de réglementation, l'opinion publique s'orienterait nécessairement vers le municipalisme. Ce mouvement aurait aujourd'hui plus de chances de succès puisqu'il serait possible de

(1) Edward W. Bemis. *Ibid*; pages 65 à 71.